

Décembre 2010

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольствен ная и сельскохозяйств енная организация Объединенных	Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación
---	--	--------------------	---	---	--	--

TRENTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Khartoum (République du Soudan), 4-8 décembre 2010

Discours du Directeur général

Monsieur le Président,

Monsieur le Président indépendant du Conseil de la FAO,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir et un honneur d'être parmi vous à l'occasion de cette trentième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient qui se tient dans la ville historique de Khartoum, en République du Soudan. Permettez-moi tout d'abord, au nom de l'Organisation, de son personnel et des participants, d'exprimer ma profonde gratitude au Président de la République du Soudan, Son Excellence Monsieur Omar Hassan Ahmed Al-Bashir et à son Gouvernement, ainsi qu'au peuple soudanais pour leur hospitalité et leur chaleureux accueil.

Cette Conférence régionale se tient de nouveau à Khartoum, 43 ans après y avoir été accueillie pour la première fois en 1967. Au cours de ces dernières années, le Soudan, pays le plus vaste d'Afrique, a réalisé des avancées remarquables vers le développement socioéconomique. Le pays participe très activement à l'action des organisations régionales politiques et économiques comme: l'Union africaine, la Ligue des États arabes, le Marché commun de l'Afrique orientale et austral (COMESA), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et d'autres encore.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde et dans la Région

Monsieur le Président,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Selon le rapport de la FAO sur « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI) 2010 » publié en octobre dernier, il y a actuellement 925 millions de personnes qui souffrent de la faim chronique et de la malnutrition dans le monde. Certes, ce chiffre représente une baisse d'environ 10 pour cent par rapport à 2009, mais il demeure inacceptable. Le recul enregistré est largement dû d'une part, à une accélération de la croissance économique prévue pour 2010, en particulier

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

dans les pays en développement et, d'autre part, à la baisse des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux depuis mi-2008.

De plus, aujourd'hui, une centaine de pays ont recours à une aide d'urgence pour reconstruire leur capacité de production agricole, et une trentaine sont en situation de crise alimentaire. En conséquence, le niveau du programme d'urgence de la FAO dans ces pays s'élève maintenant à 1,1 milliard de dollars et fait intervenir 2 000 experts et techniciens.

La situation des États Membres de la Région du Proche-Orient est à l'instar de celle du reste du monde, avec un accroissement du nombre des victimes de la faim et de la malnutrition. Le nombre de personnes affamées et sous-alimentées dans la Région est estimé à 37 millions, en 2010. Ce qui représente une augmentation de 17 millions de personnes par rapport à la période de référence du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Néanmoins, ce chiffre correspond à une réduction de 5 millions de personnes par rapport à 2009.

Il existe d'énormes disparités entre les pays du point de vue de l'ampleur et de la prévalence de la faim ainsi que du degré de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les zones de conflit dans la Région – en particulier l'Afghanistan, la bande de Gaza et la Cisjordanie, l'Iraq, la Somalie, le Soudan et le Yémen – sont source de préoccupations majeures.

La production agricole dans la Région

En 2008/09, la production céréalière de l'ensemble de la Région s'établissait à 160 millions de tonnes, soit 5 pour cent de moins qu'en 2006/07. En conséquence, les importations de denrées alimentaires ont augmenté de 11,5 pour cent pendant cette période, passant de 61 à 68 millions de tonnes. Les graves sécheresses et les canicules imprévues qui ont frappé plusieurs pays de la Région en 2008-2009 sont les principales causes du recul de la production céréalière. Une amélioration plus nette a été enregistrée dans le secteur de l'élevage, où la production de viande a augmenté de 5 pour cent entre 2006/07 et 2008/09.

La production halieutique et aquacole gagne en importance compte tenu de la riche biodiversité marine et dulcicole de la Région, même si son rythme de croissance reste modeste. La production des pêches de capture et de l'aquaculture s'élevait à 5 millions de tonnes en 2008, l'aquaculture représentant plus de 24 pour cent du total.

Lors même que le couvert forestier de la Région est considéré comme moins développé que dans le reste du monde, le secteur forestier apporte plus de 7 milliards de dollars au produit intérieur brut régional. Cependant, les effets du changement climatique sur les écosystèmes naturels contribuent à la dégradation des forêts et des parcours et à l'accélération de la désertification dans la Région.

Principaux défis et priorités pour l'avenir – la Région dans le contexte mondial

La production agricole doit augmenter de 70 pour cent dans le monde et doubler dans les pays en développement pour nourrir une population mondiale qui atteindra 9,1 milliards en 2050. Presque la totalité de cette croissance aura lieu dans les pays en développement et intéressera principalement les zones urbaines. De plus, la volatilité croissante des prix des produits agricoles devient un problème majeur qui exige une attention particulière. Aussi, il y a l'impact du changement climatique sur la production agricole.

Il faudra une forte volonté politique et des ressources financières adéquates pour relever le défi de l'élimination de la faim dans le monde. Les décisions prises doivent être suivies d'actions à la hauteur des objectifs fixés.

Il faudra augmenter la production et la productivité agricoles dans les pays en développement, et en particulier dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier et développer la résistance de leurs systèmes de production grâce à des investissements dans les infrastructures rurales – la maîtrise

de l'eau, les routes rurales, les moyens de stockage, les chaînes de conditionnement, les abattoirs, les réseaux de communication, mais aussi par l'utilisation des facteurs modernes de production.

L'aide publique au développement en faveur de l'agriculture doit atteindre 44 milliards de dollars par an et les pays en développement doivent eux-mêmes consacrer une plus grande partie de leur budget au secteur. Il faut que la part de l'agriculture dans les dépenses publiques des pays à faible revenu et à déficit vivrier soit portée au moins à 10 pour cent.

La Région du Proche-Orient est caractérisée par une mosaïque de pays très différents quant aux ressources et aux conditions socioéconomiques. Les 30 pays de la Région couvrent une surface immense abritant une grande diversité de ressources en terres et en eau. De plus, plusieurs pays de la Région sont situés sur les plus vastes réserves mondiales de combustibles fossiles. La Région héberge 10 pour cent de la population mondiale, compte 6 pour cent de la main-d'œuvre agricole de la planète et, en 2008, représentait environ 5 pour cent du PIB mondial.

Les trois grands défis pour atteindre la sécurité alimentaire dans la Région sont: i) des ressources en terres et en eau limitées; ii) une croissance démographique rapide; et iii) une forte dépendance à l'égard des importations alimentaires. La disponibilité par habitant de ressources hydriques renouvelables est actuellement d'environ 1 050 m³ par an, contre une moyenne annuelle mondiale de 8 900 m³ par personne et, selon les projections, elle devrait chuter de moitié d'ici à 2050.

Alors que les rendements agricoles se sont améliorés dans certains pays, la productivité globale de la Région demeure en deçà de celle d'autres régions. En moyenne, les rendements céréaliers sont aujourd'hui environ à la moitié de la moyenne mondiale, et l'écart se creuse. Selon les prévisions, le déficit céréalier doublera entre 2000 et 2030. Ce déficit alimentaire croissant rendra la majorité des pays du Proche-Orient plus dépendants des importations et, partant, vulnérables aux chocs sur les marchés internationaux et intérieurs.

Il est vital d'accroître les investissements dans l'agriculture si on veut améliorer la productivité. Dans la Région, contrairement aux années 70 et 80, les dépenses publiques destinées au secteur agricole ont été fortement réduites au cours des dernières années. Alors que ce secteur représente environ 12 pour cent du PIB régional, il ne dépasse pas les 5 pour cent dans les dépenses publiques nationales. Ces dernières années, la Région a enregistré une augmentation des investissements intrarégionaux dans l'agriculture, qui ont augmenté sur fonds de crise financière mondiale où l'on s'attendait à un fléchissement de l'investissement étranger direct.

Les conditions prévalant semblent plus encourageantes pour la coopération économique et l'investissement que celles de la seconde moitié du XX^e siècle. L'intensification de la coopération intrarégionale, au moyen des échanges et des investissements, continue de susciter un vif intérêt dans la région du Proche-Orient.

Ordre du jour de la Conférence régionale

*Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Durant cette trentième Conférence régionale, vous serez informés des activités de la FAO dans la Région et vous aurez la possibilité de discuter de la mise en œuvre du Plan d'action immédiate (PAI) pour le renouveau de la FAO, de la mise en place du réseau de bureaux décentralisés et de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Ce sera aussi pour vous l'occasion d'examiner le projet de Cadre régional de priorités, qui est la résultante des consultations élargies engagées par la FAO avec vos pays au cours des deux dernières années. Vous trouverez dans le rapport correspondant la liste des domaines dans lesquels il faudra agir en priorité pour réaliser les buts et objectifs stratégiques du Cadre régional.

La réforme de la FAO

La FAO connaît actuellement le processus le plus profond de réforme au sein du système des Nations Unies. Il en résulte un renouvellement des procédures de travail de l'Organisation et de la manière dont elle s'acquitte de son mandat et délivre ses services aux États Membres.

La mise en œuvre du Plan d'action immédiate (PAI) a été un objectif principal aussi bien pour les États Membres que pour le Secrétariat depuis son adoption par la Conférence de l'Organisation en novembre 2008. Les actions principales du PAI concernent essentiellement les éléments suivants: l'adoption d'un cadre de planification et d'une nouvelle culture axée sur les résultats; la décentralisation et une plus grande délégation de pouvoirs; la rationalisation organisationnelle; l'amélioration de la gestion des ressources humaines; et une gouvernance plus efficace.

Depuis janvier dernier, les bureaux régionaux assurent la supervision des programmes et du budget des activités techniques dans leur région et prennent progressivement à leur charge les fonctions techniques des bureaux de pays. En outre, les fonctionnaires des bureaux régionaux ont suivi des formations en vue de prendre en charge le Programme de coopération technique (PCT).

Une restructuration complète du Siège de la FAO a été engagée en 2009 pour aligner la structure administrative de l'Organisation sur les objectifs de l'approche axée sur les résultats, un travail qui s'achèvera en 2012. L'un des principaux éléments de cet exercice a été l'élimination de 40 postes de directeur pour alléger la structure hiérarchique de l'Organisation.

Le Président indépendant du Conseil expliquera avec plus de détails la nature des activités en cours, notamment celles entreprises par les Représentants des États Membres.

La réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)

En novembre dernier, lors de sa trente-sixième session, la Conférence de la FAO a approuvé une autre réforme majeure: celle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Le but de cette réforme est d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale en s'appuyant sur des structures et programmes déjà existants et en forgeant des partenariats efficaces. Ainsi le Comité devient un véritable organe mondial et intergouvernemental pour la lutte contre la faim.

Le CSA, dans son cadre rénové, a tenu sa première session en octobre 2010. Cette session a été caractérisée par un nouvel esprit d'ouverture et axée sur des résultats tangibles. Le CSA comprend maintenant un Groupe d'experts de haut niveau qui permettra la prise des décisions appropriées sur la base des études scientifiques et des analyses objectives et impartiales.

Au niveau national, il est indispensable de mettre en place, sous l'autorité des gouvernements, des partenariats s'appuyant sur les groupes thématiques et sur les alliances nationales pour la sécurité alimentaire, ou de renforcer ceux qui existent déjà. Ces deux mécanismes doivent offrir un appui aux autorités nationales qui ont la responsabilité d'assurer une répartition et une utilisation judicieuse des ressources budgétaires, de l'aide publique au développement et des investissements privés nationaux et étrangers directs. Ainsi, le nouveau Comité de la sécurité alimentaire mondiale et son Groupe d'experts de haut niveau, de concert avec les mécanismes compétents à l'échelle nationale, serviront de base pour le Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Conclusion

*Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Cinq ans seulement nous séparent de 2015, date limite pour atteindre l'objectif fixé par les dirigeants du monde de réduire de moitié la faim et la pauvreté extrême. Toutefois, si les

tendances actuelles perdurent, cet objectif risque de ne pas être atteint. Je suis cependant convaincu que nous pouvons ensemble éradiquer la faim de notre planète. Pour que cet objectif devienne réalité, nous devons passer de la parole à l'action, et surtout nous devons le faire sans tarder.

Au cours des quinze dernières années, plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont parvenus à réduire considérablement le nombre des personnes affamées sur leur territoire. Cela signifie que nous savons ce qu'il faut faire pour vaincre la faim. Pour atteindre nos objectifs, il sera nécessaire d'engager des réformes politiques et institutionnelles, de renforcer les capacités existantes et de réorienter les investissements vers le développement agricole et la sécurité alimentaire.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, il est essentiel de promouvoir la coopération régionale pour s'attaquer aux problèmes transnationaux qui pèsent sur la sécurité alimentaire, favoriser le commerce et l'investissement intrarégionaux et parvenir à une convergence sur les politiques nécessaires pour assurer un développement agricole durable. Je suis encouragé par les nombreuses initiatives engagées dans la Région par le Conseil de coopération du Golfe, la Banque islamique de développement, le Fonds de développement social et économique, la Ligue des États arabes, la communauté CEN-SAD et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). La FAO souhaite renforcer davantage l'excellente collaboration qu'elle entretient avec les organisations régionales et sous-régionales afin de réaliser nos objectifs communs. J'espère sincèrement que nous pourrons continuer à travailler dans ce même but. Ensemble, nous pouvons remporter le combat contre la faim dans le monde, un combat que personne ne peut se permettre de perdre.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite plein succès à vos délibérations.

Assalamou alaykoum wa rahmatou Allah.